

Bulletin du FMI

Réunion des ministres des finances du G-20

Faire davantage pour assurer le « type de reprise mondiale qu'il nous faut »

Bulletin du FMI en ligne
19 février 2011



Des demandeurs d'emplois font la queue à New York. Selon Strauss-Kahn, la reprise doit être source d'emplois. (Newscom/Frances M. Roberts)

- La reprise économique est inégale entre pays mais aussi au sein des pays, déclare M. Strauss-Kahn
- Le chômage, l'inflation, les prix alimentaires et énergétiques sont autant de risques
- Accord du G-20 sur des indicateurs de déséquilibres et sur la réforme du système monétaire international.

Le Directeur général du FMI, M. Dominique Strauss-Kahn, salue l'accord de compromis qu'a trouvé le Groupe des 20 (G-20) lors de sa réunion à Paris sur la manière de mesurer les déséquilibres économiques mondiaux, mais il a ajouté que des mesures plus fermes étaient encore nécessaires pour assurer le « type de reprise mondiale qu'il nous faut »

À l'issue de la réunion des 18 et 19 février des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales des principaux pays avancés et des économies à marché émergent réunis pour examiner comment accroître la stabilité de l'économie mondiale, M. Strauss-Kahn a déclaré que l'on « assistait certes à une reprise, mais non à celle que l'on espérait ». Bien que le monde semble dans l'ensemble avoir renoué avec la croissance, celle-ci est inégale entre pays mais aussi au sein même des pays.

« Nous avons besoin de mesures très fermes pour assurer le type de reprise mondiale qu'il nous faut, a déclaré M. Strauss-Kahn aux journalistes, une reprise qui non seulement corrige les déséquilibres économiques mondiaux mais se traduise aussi pour tous par des résultats tangibles. »

Lors de la [réunion des ministres des finances du G20](#), la première sous la présidence française, les ministres se sont mis d'accord sur une liste d'indicateurs permettant de mesurer les déséquilibres de l'économie mondiale dans le sillage de la pire récession depuis plus de 60 ans ; ils ont déclaré vouloir se mettre d'accord d'ici à leur prochaine réunion en avril sur les lignes directrices selon lesquelles ces indicateurs seront évalués.

Reprise inégale

M. Strauss-Kahn a déclaré que dans certaines parties du monde — en Asie et en Amérique latine, les pays [étaient sur la bonne voie](#). Même en Afrique, nombre de pays se sont relevés plus rapidement qu'après les crises précédentes et devraient enregistrer une croissance de 4,5 %. Mais s'agissant des [économies avancées](#), les perspectives pour les États-Unis sont incertaines et l'Europe connaît de nombreuses difficultés, notamment dans la zone euro.

Dans les pays eux-mêmes, le [chômage](#) reste élevé, surtout dans les économies avancées. Même si la crise financière est maintenant passée et si le monde se remet de la crise économique, la crise sociale perdure. « Pour l'homme de la rue, une croissance sans emplois ne veut pas dire grand-chose, a ajouté M. Strauss-Kahn, notre travail est donc loin d'être terminé. »

Outre le chômage dans les économies avancées, des problèmes majeurs subsistent dans les marchés émergents, comme le risque de surchauffe et l'augmentation des prix alimentaires et énergétiques qui, a noté M. Strauss-Kahn, ont à présent atteint leur niveau de 2008 et menacent surtout les pays à faible revenu et les plus vulnérables [listen to [podcast](#) about food price hikes].

Questions majeures qui exigent des mesures

Des mesures fermes sont requises aussi bien au plan national qu'international. Il faut redoubler d'efforts pour réformer et réparer le secteur financier. M. Strauss-Kahn a déclaré que même si d'importantes réformes avaient été entreprises, le système financier risquait bien de retrouver ses « vieilles habitudes ». En particulier, il estime que des mesures ont été prises pour améliorer la réglementation, mais qu'il reste beaucoup à faire en matière de supervision et de règlement des faillites transnationales des institutions financières. Il a aussi souligné que pour décourager la prise de risques excessifs dans le secteur financier, le FMI avait proposé l'idée d'une [contribution du secteur financier et d'une taxe sur les activités financières](#) qui n'a malheureusement pas été retenue.

La répartition des revenus est une autre question qui doit être examinée de plus près. M. Strauss-Kahn a mentionné par exemple que même si [l'Égypte et la Tunisie](#) avaient enregistré des taux de croissance dans l'ensemble positifs, les inégalités restaient un problème majeur. « Il nous faut donc faire davantage dans ce domaine. »

Résultats de la réunion du G-20

À la réunion de Paris, les ministres sont convenus d'une liste d'indicateurs permettant de mesurer les déséquilibres mondiaux et ont déclaré vouloir se mettre d'accord d'ici à leur prochaine réunion en avril sur les principes selon lesquels ces indicateurs seront évalués. L'objectif consiste à rendre l'économie mondiale plus stable. Selon le [communiqué du G-20](#), ces indicateurs incluront :

- la dette publique et le déficit public;
- l'épargne privée et la dette privée et
- le déséquilibre extérieur qui inclut la balance commerciale, les flux et les transferts nets du revenu des investissements, « en tenant dûment compte des taux de change et des politiques budgétaires, monétaires et autres. »

Sur cette toile de fond, le FMI fournira une analyse technique dans le cadre du [Processus d'évaluation mutuelle](#) (PEM) conçu pour améliorer la collaboration stratégique et réduire les déséquilibres mondiaux. S'il se déroule de manière efficace, M. Strauss-Kahn estime que ce processus pourrait déboucher sur une croissance nettement plus élevée, des emplois et une réduction de la pauvreté. « C'est la raison pour laquelle les indicateurs convenus lors de cette réunion sont importants. » Il a fait remarquer que la coopération était devenue encore plus difficile qu'au plus fort de la crise, d'où la difficulté du processus; le G-20 a néanmoins réussi à le faire avancer.

Les ministres ont fait savoir qu'ils s'étaient mis d'accord sur un programme de travail destiné à renforcer le fonctionnement du [système monétaire international](#) (SMI) ; ce programme prévoit des mesures pour se préparer à des flux de capitaux éventuellement déstabilisants et mieux gérer les liquidités au niveau mondial afin de parer de manière plus efficace aux chocs; il aborde des questions telles que le filet de sécurité financière et le rôle des [Droits de tirage spéciaux](#) (DTS) du FMI dont la valeur est évaluée par le biais d'un panier de monnaies.

Interrogé sur son soutien à l'inclusion du renminbi chinois dans ce panier, M. Strauss-Kahn a répondu qu'il aimerait que cela se fasse dès que possible, « mais cela signifie, d'une façon ou d'une autre, que le renminbi devait être au moins partiellement convertible à défaut de l'être complètement et librement. »

M. Strauss-Kahn a souligné l'importance de la [réforme du SMI](#) pour empêcher toute crise future et qui porte sur un large éventail de questions — notamment les taux de change, les réserves, les flux de capitaux. Tout en reconnaissant que celles-ci ne peuvent être résolues du jour au lendemain, il a ajouté que « le FMI était au cœur » de ce débat.

FMI 3.0

Lors de la conférence de presse, il a insisté sur le rôle du FMI pour riposter à la crise, encourager sans plus attendre la reprise économique, aider à coordonner les politiques, fournir des ressources financières, appuyer le G-20 avec des analyses et réformer le SMI. C'est un changement de cap majeur pour l'institution car « nous passons du FMI 1.0 au FMI 2.0. Aujourd'hui, a ajouté M. Strauss-Kahn, le défi est d'aller plus loin encore, jusqu'au FMI 3.0, en nous concentrant davantage sur les questions du secteur financier et plus généralement en rendant l'institution, qui compte 187 pays membres, encore plus efficace. »

« Dans un univers de plus en plus mondialisé, a-t-il conclu, une institution multilatérale telle que le FMI est de plus en plus nécessaire. »